Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 3

Artikel: Les Résistances en France (1940-1945)
Autor: Durecq, Herbert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344591

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les Résistances en France (1940-1945)

par Herbert Durecq *

Lorsque l'on considère, avec le sociologue Pierre Birnbaum [1], l'influence qu'exerce aujourd'hui encore dans la classe politique française le fait d'avoir appartenu à la Résistance, on ne peut que convenir de l'importance d'un phénomène qui, pour controversé qu'il soit encore, n'en reste pas moins fondamental dans l'histoire politique contemporaine. Pourtant, il faut bien constater les divergences essentielles qui caractérisent ceux qui s'en réclament, leurs engagements politiques, leurs conceptions de la société, le rôle qu'ils continuent à jouer, et se demander s'il y a eu, en fait, de 1940 à 1945, *une* ou *des* résistances en France.

Vouloir privilégier, à cet égard, au nom de l'idéologie, un monolithisme de principe serait aussi simplificateur que de considérer un simple faisceau de mouvements antagonistes. Aussi paraît-il opportun de discerner le rôle tenu par les diverses résistances dans la dynamique générale de la Résistance française et, pour cela, de sacrifier à une nécessaire chronologie. Cette dernière permet d'évoquer la période qui s'étend de l'armistice à juillet 1943 où les résistances apparaissent comme un enjeu pour la France libre, et celle de l'après-1943 où elles contribuent largement à la désintégration progressive de la Résistance.

*
* *

De juin 1940 à juillet 1943, les résistances divisées et parfois antagonistes représentent un véritable enjeu pour la France libre qui s'efforce de les unifier.

Il est en effet évident, dès l'armistice, que les divergences sur l'opportunité de résister entraînent des divisions que les circonstances accentuent.

Ces divergences se situent essentiellement à deux niveaux. Le premier est celui de l'acceptation de Vichy par la nation française. Il faut en effet se souvenir que, globalement, si l'Allemagne occupante est rejetée et peu admise, en revanche, la France est majoritairement favorable au maréchal Pétain; le mythe du vainqueur de Verdun joue à plein dans le contexte de léthargie qui suit l'armistice. A l'inverse, la contestation du nouveau régime est réellement minoritaire: certains ont rejoint Londres et ébauchent l'idée d'une France libre; d'autres se réfugient dans un prudent attentisme et rares sont ceux qui refusent brutalement et en bloc le régime et l'occupation. Cela sous-tend, bien entendu, les attitudes

* Correspondant français.

[1] *La classe dirigeante française*, P. Birnbaum (et autres). PUF. Paris 1978.

ambiguës des formations politiques dont les divergences représentent le second niveau. Leur attitude n'est guère tranchée face à la question des pleins pouvoirs au maréchal qui sont massivement accordés. Seuls s'engagent foncièrement les partis «fascisants», tels le PPF (Doriot) et le RNP (Déat). Le Parti communiste français suit la ligne fixée par Moscou. Il reste clandestin, mais fait montre d'un attentisme nuancé de neutralité collaborative. La SFIO, victime du schisme des néo-socialistes de Déat, est laminée par la perte de son aile gauche, mais aussi par celle de son aile droite «paulfauriste» favorable à Vichy. Les radicaux, jugés responsables de la situation, s'effacent jusqu'en 1943, tandis que les démocrates-chrétiens semblent prendre le parti du refus. Les partis de droite sont fidèles au maréchal, mais pas à l'Allemagne, Louis Marin lui-même adhérant à un mouvement de résistance. L'extrême droite elle-même est divisée: le Parti social français (ex-Croix-de-Feu) se répartit entre la Légion des combattants et les mouvements de résistance armée; la Cagoule aussi se scinde en pro-allemands, pétainistes et gaullistes.

Les circonstances, de plus, imposent elles-mêmes une division de fait. La France est coupée en deux zones (occupée et libre) au sein desquelles un nombre impressionnant de mouvements s'organisent. En zone Sud, en concurrence avec le mythe Pétain qui reste vivace, les résistances s'organisent presque ouvertement avec l'aide de l'administration. Assez bien structurés, s'appuyant progressivement sur des journaux clandestins, liant assez vite un contact avec Londres, les quatre principaux mouvements se situent autour de Lyon. *Combat* est créé à Lyon même par le capitaine Henry Frenay. D'inspiration modérée, il agit par propagande et renseignement. *Libération* rassemble autour de d'Astier de la Vigerie des mouvements de gauche et syndicaux. Sans dédaigner une forme de résistance économique, la ligne qu'ils suivent est plus révolutionnaire et vise à préparer un soulèvement populaire. *Francs-Tireurs*, à Saint-Etienne, organise de petits maquis destinés à accueillir des parachutages. Enfin, à partir de 1942, une partie de l'armée d'armistice se fond dans l'ORA, l'Organisation de résistance armée. Il faut cependant citer les autres groupes, tels France d'abord, Coq enchaîné, Le Groupe Témoignage chrétien, Carte, Libérer et fédérer, Espoirs, Groupes armée de Marseille, pour se rendre compte de la variété et de l'étendue des divisions.

En zone Nord, les mouvements, du fait de l'occupation, sont plus précaires. Plus difficiles à former, ils sont souvent anonymes, petits et cloisonnés. Moins politiques qu'au Sud, ils sont en revanche plus actifs. Eux aussi s'articulent autour de quatre organisations principales. Le CDLR (Comité de la Résistance de Guédon) veut prolonger *Combat*. Décimé, il se transforme en Organisation nationale

de la Résistance. Le Comité de la Libération (CDLL de Ripoche) regroupe des militaires et des modérés et recherche principalement le renseignement. Libération-Nord est composé de socialistes et de syndicalistes, tandis que l'OCM (Organisation civile et militaire de Rémy et Brossolette), à tendance plus intellectuelle, s'implante dans les administrations et adopte une structure en cellules départementales. A leurs côtés, le Comité national de salut public, la Défense de la France, les Socialistes de Roubaix, l'Armée des volontaires, Jeune République sont autant de mouvements plus ou moins spontanés et assez peu organisés dont le rôle consiste essentiellement à faciliter le passage de la ligne de démarcation, à venir en aide aux minorités (Juifs, communistes après 1941, etc.), tout en développant des filières de renseignement et d'évasion.

Cette multiplicité de mouvements désunis et quasi autonomes rend difficile la mise en place de liaisons suivies entre la France libre et les résistances. Il faut bien dire que les débuts de la France libre ne sont guère faciles, car cette autre forme de résistance est contestée. Le général de Gaulle a rejoint l'Angleterre d'où il a lancé le fameux Appel du 18 juin dont l'audience n'est pas universellement reconnue. Churchill lui-même aurait préféré, pour ce faire, une personnalité de rang plus élevé, et il lui faut près de dix jours pour reconnaître le général de Gaulle avant de signer le 7 août l'accord pour les Forces Françaises Libres. Dès lors, la France libre va s'étendre à l'Afrique équatoriale française, puis à l'Océanie. Il va sans dire que les liaisons sont particulièrement difficiles. Certes, les cinq millions de récepteurs de radio français reçoivent chaque jour – clandestinement – la voix de Maurice Schumann qui appelle à la résistance, mais les contacts physiques sont périlleux, voire impossibles, comme en témoigne l'échec de la mission d'Estienne d'Orves, fusillé en janvier 1941.

Dans ces conditions, et malgré ce contexte, une unification des résistances devient progressivement inéluctable en dépit de larges réticences. Ces dernières tiennent d'abord à l'inorganisation des mouvements de résistance. Ceux-ci, en effet, de par le manque évident de liaisons entre eux et la France libre, se présentent de façon anarchique, sans moyens réels, pratiquant au jour le jour attentats et sabotages entraînant immanquablement une sévère répression. Idéologiquement, ils paraissent difficiles à unifier. Les socialistes sont méfiants à l'égard des mouvements «mondains et réactionnaires», tandis que les modérés, au contraire, s'élargissent vers la gauche et participent à *Libération* ou au Front national créé en 1941, à la suite de l'entrée en résistance du parti communiste. Ce dernier, en effet, dès le début de l'opération Barbarossa, change à nouveau de camp et se teinte alors d'un «patriotisme débridé» insoupçonnable depuis 1938. Très organisé, il met sur pied une structure

armée clandestine, les Francs-Tireurs Partisans mais, pour tenir leurs troupes, les différents chefs de mouvements sont condamnés à ne pas s'entendre. Ils acceptent, mal d'ailleurs, résistant en France, une subordination éventuelle à un chef résidant à l'étranger, d'autant que, pour beaucoup, le général de Gaulle, de par ses origines, sa carrière et la tradition qu'il incarne, passe pour un homme de droite. Il est d'ailleurs lui-même concurrencé par le général Giraud qui, évadé d'Allemagne, a rejoint l'Algérie et offre l'alternative d'une France libre non gaulliste et moins aventuriste, s'apparentant à la tendance – très développée – du Vichy patriote, hostile aux Allemands et qui pense que, «le moment est venu de sortir de l'attentisme pour se ranger aux côtés des Alliés»[2]. Ces derniers, d'ailleurs, profitent largement de cette désunion. Les Américains prennent ouvertement position pour le général Giraud, fustigeant le «dictateur en puissance» que représente, aux yeux de Roosevelt, le général de Gaulle. Il s'ensuit un imbroglio politico-militaire connu: le débarquement sanglant en Afrique du Nord, l'arrestation et l'exécution de l'amiral Darlan. Les Britanniques eux-mêmes ont tendance à vouloir se passer du général de Gaulle pour traiter directement avec les mouvements de résistance, leur promettant de leur livrer les armes qu'eux seuls pourraient fournir...

Malgré tout, une unité se réalise grâce à une coordination des mouvements intéressés sous la férule du général de Gaulle qui devient le symbole de l'esprit de résistance. La marche vers l'unité est facilitée par l'invasion de la zone Sud, mais aussi par les premiers revers allemands et l'action de Laval, en particulier la création du Service du travail obligatoire, le STO. Désormais, il n'y a, pour les résistances, qu'un seul but: la victoire. Le BCRA[3] représente le premier pas: rattaché à l'état-major du général de Gaulle, il ébauche les premières coordinations, tout en organisant le ravitaillement des mouvements. Jean Moulin – et ses successeurs – participe largement à l'unification en sa qualité de délégué général du chef de la France libre. En zone libre est créé le MUR, Mouvement uni de résistance, avec un comité de coordination et un comité directeur. En zone Nord, malgré les difficultés de l'occupation, quatre zones sont créées sous l'autorité de responsables locaux. Des services s'y implantent, ainsi que quelques comités: Comité des experts, Comité des études, COSOR, Délégation du renseignement. Ainsi, malgré le refus du Front national de s'associer aux autres mouvements – le PCF préférant y accueillir les socialistes et les démocrates-chrétiens –, le Conseil national de la Résistance parvient-il à rallier la plupart des mouvements.

[2] Jacques Chapsal et Alain Lancelot, *La vie politique en France*. PUF. Thémis. Paris 1975.

[3] Bureau central de renseignement et d'action.

Envisagé dès 1942, il a trois buts: montrer le monolithisme de la Résistance derrière de Gaulle, unifier les mouvements intérieurs de façon à résoudre le problème communiste, coordonner les actions de résistance de façon à éviter les représailles. Son principe consiste à faire cohabiter dans une même structure des représentants de partis, de syndicats et de mouvements divers (six représentants de partis, deux de syndicats, huit de mouvements). Sa tâche est double: mettre au point un programme permettant de lutter dans l'union pour la victoire et de préparer l'avenir. Son action débute par la réunion du 27 mai 1943. Un bureau exécutif de cinq membres est créé, ainsi qu'un certain nombre de commissions destinées à unifier les mouvements militaires (COMAC, comités départementaux...). Le général de Gaulle est alors le véritable chef de la Résistance. Il est reconnu par les mouvements, car il a désormais les moyens de coordonner et de ravitailler, et par les formations politiques. Disposant, dans son entourage, de démocrates-chrétiens et de membres de la droite, il reçoit l'hommage de la SFIO en juillet 1942 (voyage de Pineau, échanges de lettres avec Blum), du PCF en janvier 1943 (visite de Granier, reconnaissance de la France libre par l'ambassade d'URSS à Londres), des radicaux en 1943 (lettre d'Herriot à de Gaulle). Les Alliés lui font confiance depuis qu'il a supplanté Giraud en 1943. Quant à l'opinion française, elle lui est désormais favorable, surtout depuis la création du Comité français de libération nationale (Alger, printemps 1943) qui est suivie par la création d'une Assemblée consultative en septembre de la même année. Le général de Gaulle, enfin, a un programme contenu dans le discours du 14 juillet 1943 et qui sera repris dans la Charte du CNR.

Ainsi, entre 1940 et 1943, des mouvements spontanés, nombreux et hétérogènes sont-ils apparus, regroupant les résistants de quatre couches successives: les «patriotes initiaux de 1940» les «nouveaux patriotes communistes de juin 41», les «effrayés du STO de 1942», les «transfuges de l'armée d'armistice en 1943». Représentant des tendances politiques et sociales diverses, porteurs de pensées le plus souvent dictées par l'événement, ces mouvements présentent à mi-1943 un caractère unifié que concrétise l'esprit de la Résistance. Il semble donc n'y avoir, à cette date, qu'une seule Résistance, celle de la France combattante.

Pourtant, à partir de juillet 1943, l'unité de la Résistance, à peine réalisée, ne peut masquer l'évidence de divergences profondes dans sa pensée et son action, divergences qui prendront toute leur signification lors de la Libération.

*

* *

De profondes divergences semblent en effet, dès le départ, mettre en péril

une unité qui paraît pourtant définitive. Le général Giraud s'est effacé devant le général de Gaulle, et avec lui le giraudisme; le Comité français de libération nationale s'est élargi et accueille, en novembre 1943 et en avril 1944, un nombre important de nouveaux membres dont plusieurs communistes. Une ordonnance d'avril 1944 prévoit même, et organise, les pouvoirs publics quand viendra la Libération (17 secrétaires généraux provisoires choisis dans l'ensemble des forces politiques). Les Forces Françaises Libres, par ailleurs, sont créées en Afrique du Nord et les Forces Françaises de l'Intérieur organisées sous la férule du général Koenig. Mais, de surcroît, la plupart des résistants estiment, avec le CNR, que leur action doit se poursuivre après la Libération pour refaire, comme l'évoque H. Michel, «une France épurée, rajeunie, neuve».

Cependant, en dépit de résolutions qui semblent bonnes, de profondes divergences subsistent, tant dans la pensée que dans l'action. Elles tiennent à l'origine et à la diversité des courants de pensée de la Résistance. Ceux de la France libre sont généralement apolitiques et inconditionnellement fidèles au général de Gaulle. Les mouvements – hormis le Front national – regroupant des personnalités aux opinions diverses, souvent peu homogènes, sont plutôt hostiles aux partis politiques et souhaitent que se perpétue l'élan de la Résistance. Les anciens giraudistes, qui ont eu foi dans le double jeu du maréchal Pétain, ont eu des activités en zone non occupée et en Afrique du Nord. Désemparés à la suite de l'occupation de la zone libre, ils se sont regroupés autour du général Giraud et survivent provisoirement à son effacement. Ils représentent la droite traditionnelle antinazie et antibolchévique, réactionnaire et patriote. Les formations politiques, de leur côté, ne se sont pas érigées en partis résistants, mais participent aux mouvements, aux comités et surtout, par la volonté du général de Gaulle, au Comité national de la résistance. Le parti communiste, cependant, procède de deux façons. Il dirige et anime le Front national tout en participant aux mouvements, aux comités, ou à l'action syndicale (CGT). Son attitude, radicale ou évolutive, son indépendance et ses procédés d'action le démarquent par rapport aux autres formations. En outre, toutes ces formations ont leurs journaux clandestins, leurs services de propagande, leurs amitiés.

Mais les divergences tiennent surtout aux procédés d'action. Le programme du CNR qui prônait, très généralement, une restructuration de l'économie (nationalisations), l'indépendance du syndicalisme et de la Sécurité sociale, l'extension des droits des populations coloniales et l'émergence d'une nouvelle élite méritocratique n'est pas perçu par tous de la même façon. Pour les modérés, c'est aller trop loin, alors que, pour les communistes, ce n'est qu'un point de

départ. Les opérations militaires relèvent également de conceptions différentes. Le PCF a refusé l'intégration du Front national dans les MUR, les Mouvements unis de résistance. Il refuse également celle des FTP dans l'armée secrète, puis dans les FFI. De ce fait, les maquis qu'il organise se démarquent largement des autres. Les procédés qu'ils utilisent, refusant l'attentisme que veut imposer le CFLN, puis le Gouvernement provisoire de la République française, privilégient l'action directe. Les attentats, les sabotages qu'ils exécutent sont militairement moins efficaces, mais psychologiquement plus intéressants pour eux, de par la répression qu'ils entraînent. Pourtant, l'audience du PCF ne cesse de s'accroître, ce qui ne laisse pas d'inquiéter les autres partis politiques, tandis que commencent à se manifester à Alger d'anciens hommes politiques représentant la IIIe République.

Aussi n'est-il pas faux de constater une certaine coupure de la Résistance en deux blocs: les communistes et les autres. La politique la plus large semble reprendre tous ses droits, parallèlement à des préventions et à des incompréhensions anciennes.

Mais c'est surtout lors de la Libération que les divergences prennent toute leur signification.

La libération du territoire voit la césure s'accentuer. Certes, la libération de la Corse en octobre 1943 reste un bel exemple de coopération entre les Forces Françaises Libres et la Résistance; mais, en revanche, celle du territoire métropolitain met en évidence la large autonomie qu'ont prise les communistes, et surtout les Francs-Tireurs Partisans. On peut, en effet, considérer la mobilisation populaire effectuée par les FTP le 10 juin comme contraire aux directives du général Koenig; il en va de même de celle organisée par le PCF lors de la libération de Paris. L'épuration qui suit la Libération marque bien, par son caractère incontrôlé, l'influence prépondérante des tribunaux populaires qui s'érigent en cours spéciales de justice, tandis que les CDL s'efforcent de résister aux commissaires de la République mis en place par le Gouvernement provisoire. L'amalgame des forces armées, décidé le 23 septembre 1944, montre bien le refus des FTP qui se transforment en milices «patriotiques». Dissoutes par le Gouvernement provisoire, elles se reconstituent aussitôt jusqu'à l'intervention de Maurice Thorez, qui accepte le fait, et le pacte de Gaulle-Staline.

L'organisation de l'après-guerre procède des mêmes antagonismes. Les partis politiques traditionnels se recréent, et en particulier le PCF, la SFIO, le Parti radical, tandis que, dans la droite ligne des démocrates populaires d'avant-guerre, se constitue le Mouvement républicain populaire. Une tentative d'union de la gauche se solde néanmoins par un échec. Cela consacre, en tout cas, la désunion de la Résistance. Aucun grand parti ne se crée. Contrairement à l'attente de beaucoup de militants, le Mouvement

de libération national est un échec, et l'UDSR, l'Union démocratique et sociale de la résistance, est une trop petite formation pour être réellement significative en dehors du rôle d'arbitre qu'elle sera appelée à jouer. De plus, la division majeure entre les partis se crée sur la question du régime. Les divergences sont évidentes dans les réponses au référendum du 21 octobre 1945, mais les divisions les plus importantes ont trait à la fois à un éventuel retour à la IIIe République et aux pleins pouvoirs donnés à l'Assemblée. Les partis, en outre, ne ménagent pas leurs critiques à l'égard d'un gouvernement qui est, en fait, le leur. Bien que les réformes prévues par la charte du CNR connaissent un début de mise en œuvre, et bien que le tripartisme continue de fonctionner quelque temps encore, le départ du général de Gaulle, le 20 janvier 1946, consacre bien la fin de l'esprit de la Résistance.

*
* *

La Résistance, en France, n'a donc pas, à l'évidence, été monolithique. Des mouvements de résistance spontanés et inorganisés ont été regroupés et coordonnés pendant un temps, grâce à l'autorité incontestable d'un chef unique qui n'a pas été choisi mais accepté. Cependant, ces mouvements sont vite retournés à leurs dissensions et à leurs antagonismes. La Résistance française n'a été, en fait, qu'une «union sacrée» de résistances, le temps d'une guerre, de la défaite à la victoire qu'elle a, par ailleurs, largement contribué à réaliser.

On peut regretter que le grand courant de la Résistance n'ait pas survécu à la Libération. Il comportait en fait une faiblesse intrinsèque: son esprit qui, selon Jean Touchard, était «une combinaison parfois antagoniste de thèmes positifs et négatifs qui n'atteignait qu'imparfaitement les différents courants». Nous en retiendrons cependant une hostilité très générale à la IIIe République, aux partis politiques, à la démocratie parlementaire, au capitalisme, mais aussi un moralisme généreux, une certaine idée révolutionnaire, un patriotisme nationaliste et la volonté de rester unis au-delà de la guerre. Aussi est-il normal qu'un certain nombre d'espoirs se soient heurtés à beaucoup d'échecs. Si les deux grands vainqueurs de la Résistance ont été le général de Gaulle et les communistes, on ne saurait pour autant négliger le rayonnement et l'héritage des différentes résistances: la France de 1946 ne ressemblait guère à celle de 1939.

H. D.